

# CONFÉRENCE ÉPISCOPALE CENTRAFRICAINE



B.P: 1518 Bangui - RCA

Tél: +236 21 61 70 72 Cell: +236 75 11 41 02

E-mail: [secretariat@cecarca.org](mailto:secretariat@cecarca.org) / [infos@cecarca.org](mailto:infos@cecarca.org)

Site Web: [www.cecarca.org](http://www.cecarca.org)

## DECLARATION DU CONSEIL PERMANENT DES EVEQUES DE CENTRAFRIQUE

Réunis en Conseil Permanent de la Conférence Episcopale Centrafricaine du 6 au 7 mai 2014, Nous, Pasteurs du Peuple de Dieu en Centrafrique, portons les préoccupations qui habitent le peuple centrafricain meurtri par la crise militaro-politique. La rébellion déclenchée depuis le 10 décembre 2012 par l'ex-coalition seleka a plongé le pays dans un état de chaos que nous n'avons cessé de dénoncer.

Nous apprécions la mobilisation de la communauté internationale et tous les efforts consentis en vue de résoudre cette crise qui continue, hélas, à endeuiller beaucoup de familles, à ôter des vies innocentes et à causer de nombreux dégâts matériels sur l'étendue du territoire national. Le constat est à ce jour négatif avec la recrudescence des activités militaires et des exactions sur les populations civiles dans les parties ouest et nord-est de la République centrafricaine.

Nous interpellons à cet effet la Présidente et le Gouvernement de transition sur certains aspects auxquels il conviendrait de prêter davantage attention. Il s'agit notamment des questions relatives à la sécurité nationale, à la protection des citoyens dans leur intégrité physique et de leurs biens, aux déplacés internes et aux pillages de nos ressources.

### **1. La sécurité**

La situation sécuritaire s'est beaucoup dégradée ces jours-ci. Les atteintes aux droits de l'homme et les violences ad hominem se sont multipliées. Nous condamnons avec la plus grande fermeté la tentative d'enlèvement du curé de Kembè par les ex-seleka établis à Dimbi, le rapt de l'évêque de Bossangoa et ses trois prêtres ainsi que l'horrible assassinat de l'abbé Christ Forman WILIBONA du diocèse de Bossangoa. La loi appartient désormais à la force caractérisée par le port illégal d'armes. Les groupes armés (anti-balaka, ex-seleka et la LRA) jouissent de leur pouvoir de nuisance. La vie et la dignité humaine n'ont plus de valeur. Les assassinats et les exactions sont commis en toute impunité. La République centrafricaine est devenue une grande prison à ciel ouvert où la liberté de mouvement est conditionnée ainsi que celle de la parole.

La stabilité du régime de transition est menacée par la LRA qui sévissent depuis des années dans l'est, anti-balaka qui harcèlent la population civile et les ex-seleka, appuyés par des mercenaires tchado-soudanais, déterminés à reconquérir le pouvoir par la force. Aussi sont-ils en train de rassembler leurs forces à Ndélé. Que faisons-nous donc des différentes résolutions des Nations Unies qui définissent le cadre juridique de l'intervention des forces internationales en Centrafrique ? Le désarmement est laissé à l'interprétation des différents acteurs. Alors que le gouvernement et les forces internationales mandatées à cet effet jouent au ping-pong, le peuple continue à tomber chaque jour sous les balles de ses bourreaux. Néanmoins nous osons espérer que l'opération initiée par les Sangaris dans l'ouest du pays signale effectivement la fin de la récréation. C'est ici l'occasion de réitérer la nécessité de rétablir les forces armées centrafricaines dans leur responsabilité régaliennne, afin qu'avec l'appui des forces internationales, elles puissent imposer la paix.

Par ailleurs nous exhortons tous les Centrafricaines et Centrafricains à s'impliquer activement dans la résolution de cette crise.

## **2. Les déplacés internes**

La crise et ses corollaires de violence ont provoqué un déplacement massif des populations à travers le pays. Les statistiques sont éloquentes : 838.000 déplacés internes en Centrafrique dont 313.094 regroupés dans 66 camps dans la ville de Bangui, 17.865 réfugiés en Centrafrique et 245.868 réfugiés centrafricains dans les pays voisins, 31.196 étrangers évacués du pays<sup>1</sup>.

Au-delà de cette situation de précarité, les déplacements internes des populations musulmanes des villes du sud-ouest vers le nord-est, la détermination des ex-seleka d'évacuer les populations non-musulmanes de ces zones et les rackets qu'ils y organisent suscitent beaucoup d'émotion et de grandes inquiétudes quant à la partition effective du pays. Que se cache-t-il derrière ces déplacements qui semblent être décidés à l'insu du gouvernement ?

## **3. Les pillages de nos ressources**

La crise, l'insécurité et les violences constituent une instabilité qui favorise l'exploitation anarchique et illégale de nos ressources.

- a. **L'exploitation du bois :** Les permis d'exploitation forestière sont-ils consentis avec complaisance ? Les cahiers de charge et les obligations de reforestation sont-ils respectés par les compagnies forestières ? Est-ce que les concessions sont-elles respectées ? La vente des grumes sans avoir débité le bois est-elle conforme aux réglementations en vigueur aussi bien au niveau national que sous régional ? L'écosystème est-il respecté ?

---

<sup>1</sup> Statistiques officielles rendues publiques par OCHA (le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies) le 4 février 2014.

- b. **L'exploitation de la faune** : La crise militaro-politique dans laquelle le pays a été plongé est une aubaine pour l'ex-seleka et les braconniers soudanais qui se sont livrés à cœur joie au massacre irrationnel des espèces protégées de notre faune. C'est dans cette perspective que des centaines d'éléphants ont été massacrés dans la réserve de Zanga Sangha à Bayanga. Nous condamnons par ailleurs l'abattage illégal et la destruction du cheptel bovin centrafricain tenu par les peulhs.
- c. **L'exploitation des ressources minières** : En dépit de l'exclusion de la Centrafrique du processus de Kimberley, le diamant centrafricain continue à inonder le marché international via les pays voisins. Ces ressources minières (or et diamant) alimentent le conflit et contribuent à faire verser davantage de sang innocent.

Au regard de tout ce qui précède, quelles sont les dispositions prises par le Gouvernement de transition afin de garantir la protection de nos ressources ?

La crise tient en otage le peuple centrafricain qui est en train de mourir à petit feu. Il fonde son espoir sur la communauté internationale. Il est vrai que nous avons besoin de la solidarité internationale pour faire face à la pire des crises que le pays n'ait vécue. Toutefois nous ne sommes pas dédouanés de notre responsabilité en tant que citoyens. Aussi devons-nous nous mobiliser et nous impliquer davantage dans la résolution de cette crise qui n'a que trop duré. Cette déclaration se veut être une interpellation à la Présidente, au Gouvernement de transition et aux forces internationales mandatées par les Nations Unies. Elle sera suivie par un message lors de la session plénière de la Conférence Episcopale qui se tiendra vers la fin du mois de juin.



Fait à Bangui, le 7 mai 2014

S. E. Mgr Dieudonné NZAPALAINGA Cssp  
Archevêque Métropolitain de Bangui  
Président de la Conférence Episcopale Centrafricaine

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Dieudonné NZAPALAINGA".

S. E. Mgr Nestor Désiré NONGO AZIAGBIA SMA  
Evêque de Bossangoa

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Nestor Désiré NONGO AZIAGBIA".

Vice-Président de la Conférence Episcopale Centrafricaine

S. E. Mgr Perin GUERRINO Mccj  
Evêque de M'Baïki

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Perin', with a small cross symbol to its left.

S. E. Mgr Cyr Nestor YAPAUPA  
Evêque d'Alindao

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Cyr Nestor Yapaupa', with a small cross symbol to its left.